

Province de
LIEGE

Arrondissement
de HUY

COMMUNE
de

BURDINNE
4210

Extrait du Procès-verbal du Conseil communal

Séance du 6 novembre 2019

Présents

Monsieur Christine BOUCHE, Présidente

Monsieur Frédéric BERTRAND, Bourgmestre

Messieurs Dominique BOVENISTY et Christian ELIAS, Echevins

Madame Laurence FRANQUIN, ~~Monsieur Alexandre GIROULLE~~, Madame Laurence DELIER, ~~Monsieur Hugues JOASSIN~~, Madame Sabine GILLMANN, Monsieur Ghislain CHARLIER, Monsieur Romain VERLAINE, Marie CHIARELLI, Conseillers

Madame Brigitte BOLLY, Directrice générale

-Redevances particulières portant sur les demandes de renseignement urbanistique, permis d'urbanisme, certificat d'urbanisme, permis d'urbanisation, permis et déclaration d'implantation commerciale, permis intégré et permis unique, introduites dans le cadre d'une procédure d'autorisation prescrite par le Code du Développement territorial, ainsi que sur les demandes d'application du décret relatif aux voiries communales, de permis de location et de permis d'environnement :

Le CONSEIL COMMUNAL, en séance publique ;

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) et notamment les articles L1122-20 (séance publique), L1122-27 (manière de voter), L1122-30 à -32 (attributions conseil communal) et L3131-1 §1er, 3° (tutelle d'approbation) ;

Vu le décret de la Région wallonne du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, entré en vigueur le 1^{er} avril 2014;

Vu le décret de la Région wallonne du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales;

Vu le décret de la Région wallonne du 29 octobre 1998 relatif au Code du Logement et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret de la Région wallonne du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE), abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et formant le Code du Développement territorial (CoDT) (1) ;

Vu l'arrêté rectificatif n° 2 du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code du Développement territorial ;

Vu la circulaire du 17 mai 2019 de la Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, et relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne ;

Considérant que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public et qu'il s'agit là du but principal du règlement redevance ;

Considérant qu'il est équitable et de bonne gestion communale de ne pas faire supporter à l'ensemble des citoyens le coût de ces actes à portée individuelle qui produisent une charge de travail supplémentaire et qu'il est équitable que les citoyens qui en sont les bénéficiaires participent également de manière spécifique au financement de la commune ;

Considérant que l'instruction des dossiers de demandes urbanistiques requiert de la part des services communaux un travail important et qu'il convient de répercuter ces frais aux demandeurs ;

Considérant que conformément à l'article D.I.13 du Code du Développement Territorial, tout envoi doit permettre de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier ;

Considérant que le Code précité instaure pour l'autorité compétente l'obligation d'envoyer copie de tous les envois à l'auteur de projet ;

Considérant que conformément aux articles D.IV.99 et D.IV 100 du CoDT, l'officier instrumentant, le titulaire du droit cédé ou son mandataire peut solliciter à l'administration communales les informations visées à l'article D.IV.100 ;

Considérant que le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale impose des mesures d'analyse, d'affichage et de publicité à charge de la commune en cas de création, de modification et/ou de suppression de voiries communales ;

Considérant qu'il importe, dans le cadre d'une bonne gestion communale, que le coût de ces frais d'analyse, administratifs et/ou de publicité imposés à la commune lors de la création, modification et/ou suppressions de voiries, soit mis à charge des demandeurs ;

Considérant que le Décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales intègre la notion de permis intégré ; que ces permis intégrés englobent plusieurs types de permis en plus du permis d'implantation commerciale, à savoir soit un permis unique, soit un permis d'urbanisme et/ou un permis d'environnement ;

Considérant qu'il convient de prévoir que, dans les cas de permis intégrés, la redevance à payer par le demandeur sera calculée sur base de la somme des redevances dues pour chaque type de permis (unique, environnement et/ou urbanisme) compris dans le permis intégré demandé ;

Vu le décret du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses arrêtés d'exécution ;

Considérant qu'il paraît opportun de prévoir la possibilité pour la commune, dans certains dossiers spécifiques dont le coût réel des frais engagés dépasserait le taux de la redevance, de pouvoir récupérer le surplus ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le principe d'autonomie communale ;

Vu la communication du dossier à la Directrice financière faite en date du 22 octobre 2019 conformément à l'article L1124-40 § 1, 3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis de la Directrice financière ;

Sur proposition du collège communal ;

Après discussions ;

ARRETE par 7 voix « pour » et 2 voix « contre » de Madame Gillmann et Monsieur Verlaine ;

-Article 1er - Il est établi, au profit de la Commune de Burdinne, dès l'entrée en vigueur du présent règlement et pour une période expirant le 31 décembre 2020, une redevance communale sur les demandes de renseignement urbanistique, permis d'urbanisme, certificat d'urbanisme, permis d'urbanisation, permis et déclaration d'implantation commerciale, permis intégré et permis unique, introduites dans le cadre d'une procédure d'autorisation prescrite par le Code du Développement territorial, ainsi que sur les demandes d'application du décret relatif aux voiries communales, de permis de location et de permis d'environnement.

-Article 2 : Le montant de la redevance est fixé comme suit :

1) Certificat d'urbanisme :

- 50€ pour les demandes de certificat d'urbanisme n° 1
- 125€ pour les demandes de certificat d'urbanisme n° 2
- 165€ pour les demandes de certificat d'urbanisme n° 2 avec enquête publique

2) Demande de renseignements urbanistiques

-pour les demandes de renseignements d'ordre urbanistique en application de l'article D.IV.97 du CoDT., ou une recherche de nature urbanistique ou cadastrale, appartenant à un même propriétaire, notamment en application de l'article D.IV.99 et D.IV.100 du Codt, la redevance est fixée à 50€ pour la 1^{ère} parcelle et 25€ supplémentaires par parcelle subséquente

3) Permis d'urbanisme

- 75€ pour les demandes de permis d'impact limité
- 125€ pour les demandes de permis d'urbanisme avec avis du Fonctionnaire délégué
- 180€ pour les demandes de permis d'urbanisme avec enquête publique
- En cas de demande portant sur la création de plusieurs logements, majoration de 100€ par unité de logement créé (supplémentairement à la 1^{ère} unité)

4) Permis d'urbanisation

- 120€ par lot pour les délivrances de permis d'urbanisation
- 180€ par lot pour les délivrances de permis d'urbanisation avec enquête publique
- 60€ par lot pour les demandes de modification de permis d'urbanisation
- 100€ par lot pour les demandes de modification de permis d'urbanisation avec enquête publique

5) Permis d'environnement/Permis unique

- 25€ pour les déclarations de classe 3
- 110€ pour les demandes de permis d'environnement de classe 2
- 990€ pour les demandes de permis d'environnement de classe 1
- 180€ pour les demandes de permis unique de classe 2
- 4000€ pour les demandes de permis unique de classe 1

6) Etude d'Incidences sur l'Environnement

- Majoration de 500€ pour les demandes nécessitant une étude d'incidences, à l'exception des demandes de permis d'environnement ou unique de classe 1

7) Implantation commerciale et permis intégré

- 100€ pour les déclarations d'implantation commerciale
- 180€ pour les demandes de permis d'implantation commerciale
- 250€ pour les demandes de permis intégré dont l'objet porte sur une superficie commerciale nette inférieure à 2500m², majorés de la redevance appliquée par rapport à la demande de permis d'urbanisme ou de la redevance appliquée par rapport à la demande de permis d'environnement ou de la redevance appliquée par rapport à la demande de permis unique.
- 350€ pour la demande de permis intégré dont l'objet porte sur une superficie commerciale nette supérieure à 2500m², majorés de la redevance appliquée par rapport à la demande de permis d'urbanisme ou de la redevance appliquée par rapport à la demande de permis d'environnement ou de la redevance appliquée par rapport à la demande de permis unique.

8) Permis de location

- Pour une demande de permis de location : 50.00€ par meublé ou garni

9) Contrôle d'Implantation

- Pour les contrôles d'implantation d'une superficie supérieure à 30m² par un géomètre désigné par la commune, les frais réels de son intervention seront à charge du demandeur.
- Pour les contrôles d'implantation d'une superficie inférieure à 30m² par le chef des Travaux, la redevance est fixée à 75€.

10) Décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale

-500€ pour les demandes de création, de modification ou de suppression d'une voirie communale.

-Article 3 : Dans certains dossiers spécifiques dont le coût réel des frais engagés dépasserait le taux de la redevance, la commune se réserve le droit de pouvoir récupérer le surplus sur base d'un décompte des frais réels.

-Article 4 : La redevance est due par les personnes physiques ou morales qui font la demande ou le(s) propriétaire(s) du (des) terrain(s) faisant l'objet de la demande.

-Article 5 : La redevance est payable dès le moment où le demandeur reçoit l'accusé de réception communal précisant que sa demande est complète ou au moment de la réception du décompte en cas de surplus.

-Article 6 : A défaut de paiement à l'amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par application de la procédure prévue à l'article L1124-40§1^{er}, 1^o du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation soit devant les juridictions civiles.

-Article 7 : La présente résolution sera transmise au Gouvernement wallon dans les 15 jours de son adoption par le Conseil communal, pour l'exercice de la tutelle spéciale d'approbation, conformément à l'article L3132-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-Article 8 : Une fois le présent règlement approuvé, il sera publié conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-Article 9 : Il deviendra applicable le jour de sa publication par voie d'affichage.

Par le Conseil,

La Directrice générale
Brigitte BOLLY

La Présidente,
Christine BOUCHE

Pour extrait conforme,

La Directrice générale
Brigitte BOLLY

Le Bourgmestre,
Frédéric BERTRAND



